

La Bolivie propose un changement de paradigme à la conférence de l'ONU



La Havane, 23 mars, (RHC)- Le président de la Bolivie, Luis Arce, a appelé la communauté internationale à renoncer à l'anthropocentrisme et à donner la priorité à la subsistance de la Terre mère et à la biodiversité.

"L'État plurinational de Bolivie reconnaît l'importance de l'eau en tant qu'élément indispensable non seulement à la vie des êtres humains, mais aussi à la subsistance de notre Terre nourricière", a déclaré le président lors de son discours en séance plénière de la conférence des Nations Unies sur l'eau.

Le président bolivien a averti que "sans un changement radical de la voie que nous suivons", en raison de la crise multidimensionnelle du capitalisme, l'humanité et la planète sont menacées de mort.

Le chef d'État a rappelé qu'après avoir obtenu des résultats importants dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et progressé dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, toutes les nations évalueront le chemin parcouru et prendront des engagements concernant ce qu'il reste à faire en matière d'eau.

Le président Arce a souligné avec insistance que la Constitution politique de l'État plurinational reconnaît l'eau comme un "droit fondamental à la vie", dans le contexte de la souveraineté des peuples et sur la base des principes du Bien Vivre en harmonie avec la Terre Mère.

Il a rappelé que cette reconnaissance constitutionnelle est le résultat de la lutte du peuple bolivien qui, en 2000, s'est mobilisé dans ce que l'on appelle la guerre de l'eau.

Grâce à ces revendications, la Bolivie a obtenu, pour la première fois dans l'histoire, que les droits du peuple soient prioritaires par rapport aux intérêts des entreprises privées qui cherchaient, conformément au modèle néolibéral en vigueur à l'époque, à faire de cette ressource naturelle une marchandise comme une autre, a-t-il déclaré.

En 2010, l'État plurinational a conduit l'adoption de la résolution 64/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui reconnaît que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de la vie et de tous les droits de l'homme.

La IIe Conférence sera clôturée ce vendredi.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/317510-la-bolivie-propose-un-changement-de-paradigme-a-la-conference-de-lonu>



Radio Habana Cuba